

L'après Copenhague

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Ce dimanche aurait pu être une étape importante de l'après Copenhague, avec la remise par les Etats signataires de l'accord de leurs objectifs de réduction des émissions de GES. Mais les délais ayant été rallongés, et les engagements déjà transmis n'étant pas tellement différents des annonces faites à Copenhague, les avancées sont moindres, bien que de plus en plus d'études signalent l'état d'urgence.

A quand des textes d'engagement pour le climat ?

L'après Copenhague : le regard de Jean Louis Borloo

Le ministre d'Etat Jean Louis Borloo se dit confiant quant à la poursuite des négociations entamées dans la capitale Danoise lors du sommet sur le changement climatique. Le 31 janvier, date à laquelle les Etats devraient communiquer les engagements promis à Copenhague, le processus de négociation va connaître un tournant décisif tant attendu aussi bien par « ceux qui voient le verre à moitié plein et ceux qui préfèrent le voir à moitié vide ». M. Borloo rappelle que dans le système issu de Kyoto l'Europe était la seule à s'engager or elle ne représente que 17% des émissions de gaz à effet de serre, avec le sommet de Copenhague l'objectif était d'accrocher les 80% d'émetteurs de GES restants. Ainsi conformément à la feuille de route de Bali, le reste du monde enverra à l'ONU le 31 janvier ses plans et engagements de sorte que le succès de Copenhague soit incontestable. Pour répondre à la récurrence des critiques adressées au sommet en question, le ministre d'Etat affirme que la réunion de près de 120 chefs d'Etat pour parler de climat est une victoire. Mais il reconnaît, quand même, la nécessité de consolider l'engagement issu de Copenhague par « quelque chose d'organisé, de structuré et de positif ».

Pour plus d'informations : http://www.actu-environnement.com/ae/news/copenhague_climat_cancun_borloo_9467.php4

Accord de Copenhague : les Nations Unies en faveur d'une date butoir flexible

Les Nations Unies ont finalement renoncé au délai du 31 janvier, date butoir à laquelle tous les Etats étaient supposés exposer officiellement leurs objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi que leurs plans d'actions pour prendre en compte le changement climatique. Le 20 janvier dernier, Yvo de Boer, le responsable du changement climatique aux Nations Unies, a en effet modifié la date butoir originale du 31 janvier 2010, qui avait été fixée en décembre dernier à l'issue du sommet de Copenhague.

Désormais, comme le souligne Yvo de Boer, le délai prévu est assoupli. Il précise en outre qu'il n'est pas demandé aux pays de signer l'accord les engageant à prendre des objectifs légalement contraignants, mais seulement d'indiquer leurs intentions. Le respect de ce délai était attendu comme le premier test de l'« Accord de Copenhague ». Mais force est de constater qu'à l'heure d'aujourd'hui, c'est à dire à 10 jours de la date butoir (au moment des déclarations de Y. De Boer), seuls 20 états parmi 192 ont signé l'Accord de Copenhague. Parmi ces états, on retrouve l'Inde, la Russie, le Mexique, l'Australie, la France et la Norvège.

Par ailleurs, De Boer a approuvé l'idée assez controversée de court-circuiter le processus traditionnel de négociation des Nations Unies, qui consiste à parvenir à un accord entre les différents pays via un consensus. Il a en effet argumenté en faveur d'un petit groupe de pays qui négocierait l'accord climatique applicable à l'ensemble des autres. Selon lui, il est impossible que les 192 pays engagés discutent tous les détails et se réunissent tous ensemble. L'idée serait de permettre à certains pays de se faire représenter par d'autres dans le cadre de la négociation de l'accord climatique, en toute transparence. Cette méthode, jugée exclusive, a pourtant été largement critiquée le mois dernier alors que le Danemark, pays hôte du Sommet sur le climat, a convié à un meeting 26 dirigeants mondiaux durant les deux derniers jours de la Conférence. Selon Martin Khor, directeur du Centre Sud, groupe d'idées intergouvernemental basé à Genève, c'est cette marginalisation des pays en voie de développement et leur éviction au processus de négociations qui a contribué à l'échec de Copenhague.

Les réactions et critiques sont nombreuses et soulignent que ceci va à l'encontre du processus multilatéral et démocratique des Nations Unies.

Pour plus d'informations : <http://www.guardian.co.uk/environment/2010/jan/20/copenhagen-agreement-deadline-climate-change>

L'après Copenhague

Avec les étudiants du master 2 GEDD

La plupart des pays confirme leurs engagements de Copenhague

Le Canada s'aligne sur les objectifs américains

Alors que les Etats-Unis annonçaient jeudi dernier vouloir réduire leur émissions de 17% en dix ans par rapport à celles de 2005, Ottawa a communiqué ce samedi aux Nations Unies les mêmes objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). « Nous allons apporter une attention particulière à toutes les sources d'émissions » a déclaré Jim Prentice, ministre canadien de l'environnement, lors d'une conférence de presse samedi soir, « nous sommes confiants dans notre capacité à atteindre nos objectifs, nous sommes prêts à les assumer et les autres pays devront en faire autant ».

Problème, Greenpeace estime que ces objectifs feraient augmenter les émissions de GES canadiennes au lieu de les réduire : « Cette nouvelle cible est donc encore pire que celle précédemment adoptée par le Canada de -20% sous le niveau de 2006, qui équivalait à une réduction de 3% sous le niveau de 1990, toujours d'ici 2020 ».

Pour plus d'informations : <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hFl4eglobcbi5ZNgAw5JizGAJFeA>

L'Inde « s'efforcera » de réduire son intensité carbone de 20 à 25% d'ici à 2020

Ce dimanche, l'Inde a confirmé dans un communiqué qu'elle s'engageait à ralentir la croissance de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020, dans le cadre prévu par l'accord de Copenhague. Le communiqué précise plus particulièrement qu'elle « s'efforcera » de réduire son intensité carbone (désigne la quantité de CO2 émis par unité de produit intérieur brut) de 20 à 25% d'ici à 2020, par rapport au niveau de 2005. Mais le communiqué n'indique nullement comment l'Inde souhaite atteindre ce but, et souligne que cet objectif chiffré ne sera pas légalement contraignant.

Pour plus d'informations : http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/environnement/20100131.OBS5387/linde_sengage_a_reduire_ses_emissions_de_co2_de_25_dici.html

Les 27 membres de l'UE confirment leur objectif de réduction de 20% en 2020 par rapport à 1990

Le Conseil européen a indiqué dans un communiqué que les Etats membres de l'Union européenne venaient de confirmer leur objectif de réduction de 20% en 2020 par rapport à 1990, dans leur lettre commune adressée au secrétariat général de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). L'Union européenne s'y dit également prête à relever ce taux à 30% « en cas d'offres comparables » des autres pays industrialisés « et de contributions adéquates » des pays émergents.

L'UE «reste fermement décidée à négocier, pour l'après-2012, un accord juridiquement contraignant en matière de protection du climat».

Pour plus d'informations :

<http://www.journaldelenvironnement.net/fr/document/detail.asp?id=2497&idThema=6&idSousThema=32&type=JDE&ctx=259>

Des engagements toujours insuffisants

A moins d'une surprise, les engagements de réduction d'émissions actuels seraient trop faibles pour que soit respecté l'accord de Copenhague, et mèneraient plutôt à un réchauffement planétaire d'au moins 3°C selon un document de la CCNUCC.

Le secrétariat de l'ONU au changement climatique prévoit donc de publier ce lundi 1^{er} février la liste des engagements de chaque pays, afin de les confronter à la réalité et tenter de leur faire revoir leurs objectifs à la hausse.

Mais au-delà de la faiblesse des engagements, une autre complication pourrait apparaître par le fait que, dans les courriers adressés aux Nations Unies, certains pays tels que la Chine et l'Inde ne mentionnent pas explicitement l'accord de Copenhague.

L'après Copenhague

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Les difficultés américaines

Washington saute le 31 janvier...

C'était peut-être là, la raison de la déclaration d'Yvo de Boer quant à l'assouplissement de la date butoir... Obama annonçait en effet dans son discours sur l'Etat de l'Union du 27 janvier que le Congrès américain n'avait toujours pas voté la loi Waxman-Markey (ou loi ACES), empêchant ainsi la Maison Blanche de déposer tout plan de réduction des émissions avant le 31 janvier. L'objectif de cette loi est pourtant moindre : elle vise à réduire les émissions américaines de 17 à 20 % d'ici à 2020, par rapport à 2005 (soit environ -5% par rapport à 1990), de 42 % d'ici à 2030 et de 83 % en 2050, les Etats-Unis seraient donc en 2020 au même niveau de réduction que l'Union Européenne... en 2012 ! Pas de quoi se vanter, même s'ils sont entrés plus tard dans la course pour une économie plus sobre en carbone.

Pour plus d'informations : <http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2010/01/climat-obama-saute-le-31-janvier-pas-la-chine.html>

Etats-Unis : la loi Climat en péril...

Le Républicain Scott Brown a récemment gagné les élections dans l'Etat du Massachusetts, pour remplacer l'ancien Sénateur, Ted Kennedy, décédé en août dernier. Avec cette victoire des Républicains, les Démocrates perdent leur super majorité (60 Sénateurs sur 100). Les conséquences pour la réforme sur la santé et la loi Climat (American Clean Energy and Security Act – ACES) risquent d'être lourdes. Parmi d'autres choses, la loi ACES propose d'investir dans les énergies renouvelables, d'inciter à l'efficacité énergétique pour le bâtiment, de favoriser les « emplois verts » et de mettre en place un programme d'échange de droits d'émissions, le tout pour tenter de réduire les émissions de GES de 17 % d'ici à 2020.

Jusqu'à ce que Scott Brown décide de se lancer dans la course au poste de Sénateur, il supportait entièrement la politique de lutte contre le changement climatique et souhaitait réduire les émissions du Massachusetts de 10 % d'ici à 2019. Il avait même voté en faveur d'un programme local d'échange de droits d'émissions pour y parvenir. Pourtant aujourd'hui, il va jusqu'à remettre en cause l'existence même du changement climatique en affirmant que « la planète a toujours connu des périodes de réchauffement et de refroidissement ». Il s'oppose désormais au programme d'échange de droits d'émissions pour que les familles et les sociétés n'aient pas à payer de taxes supplémentaires.

Toutefois, le changement climatique est un problème sensé toucher tout le monde, les Démocrates comme les Républicains. Espérons donc que les deux partis puissent en comprendre tous les enjeux et trouver des solutions ensemble, pour répondre à l'un des plus gros défis de la planète. Mais soyons réalistes, sachant que les négociations sur l'ACES ne commenceront pas réellement tant que celles sur le projet de réforme de santé ne seront pas achevées – et que l'élection de Scott Brown met sérieusement ce projet en péril – il est peu probable que les Etats-Unis sortent une loi sur le climat en 2010...

Pour plus d'informations : <http://www.desmogblog.com/scott-browns-win-massachusetts-chills-climate-legislation>

Barack Obama persiste dans son action contre le changement climatique

Si les Etats-Unis ne sont toujours pas prêts à signer l'accord né de la Conférence de Copenhague, leur Président souhaite montrer l'exemple. En effet, Barack Obama a déclaré vendredi 29 janvier vouloir impliquer son gouvernement dans la lutte contre le changement climatique. A défaut d'un engagement pour une baisse de 17% des GES produits par les Etats-Unis d'ici 2020, puis de 30% d'ici 2025 et enfin de 42% d'ici 2030, Obama engage son gouvernement dans une baisse de 28 % des GES produits par les opérations fédérales d'ici à 2020. Cette démarche a pour but de montrer l'exemple à tout un pays qui semble remettre en cause le changement climatique et surtout refuse le moindre effort économique et financier. Le Président Obama pourrait ainsi amener le Congrès à changer de position par cette attitude diplomatique. En attendant, les questions relatives à la création d'un marché de quotas de CO2 sont laissées de côté tandis que les énergies vertes, production nucléaire y comprise, sont mises en avant.

Pour plus d'informations : http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/environnement/20100129.OBS5246/effet_de_serre_barack_obama_tente_de_donner_lexemple.html?idfx=RSS_environnement&xtr=RSS-26

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Des avancées européennes ?

Séville : suite et fin d'une réunion

Comme nous le signalions dernièrement dans « Séville : réunion informelle des Ministres de l'Énergie et de l'Environnement » (voir flash précédent), l'Union Européenne relance les discussions quant aux problématiques du changement climatique. La réunion terminée, les conclusions de cette dernière ont fait l'objet d'une recherche poussée sur la toile que voici. Le Conseil informel s'est finalement clos sans engagement massif et solidaire des Ministres. Une fois encore, ce Conseil s'est divisé en deux : d'un côté, les partisans pour une réduction de 30% des gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport à 1990 ; d'un autre, ceux qui souhaitent rester sur la base de moins 20%. Comme cela a été le cas par le passé au moment de l'adoption du Paquet Climat en 2008, on retrouve la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni opposés à l'Italie et la Pologne. C'est ainsi que se pose la question de la véritable solidarité entre Etats et la cohérence des actions. Si on peut trouver formidable que la France s'engage dans des objectifs plus élevés, n'est-ce pas également un moyen pour elle que de se mettre en avant? D'autant plus que cette démarche n'est pas soutenue par la Commission Européenne qui met en avant le fait que les pays industrialisés ne se sont finalement engagés, en tout et pour tout, que sur une baisse de 13% des émissions de gaz à effet de serre.

Si la fin de cette réunion informelle ressemble encore à celle du Sommet de Copenhague, la réunion, elle, est toutefois la première d'une longue série pour l'année 2010 (voir plus loin).

Pour plus d'informations : <http://www.journaldelevironnement.net/fr/document/detail.asp?id=2441&idThema=6>

Flash sur les commissaires européens directement concernés par Copenhague

En ce début de janvier, les auditions des commissaires européens par le Parlement ont été intenses. Cet interrogatoire qui peut durer plusieurs heures dans au moins deux langues doit permettre aux parlementaires de justifier de leurs compétences et du bien-fondé de leur parcours en liaison avec leur portefeuille. L'une d'entre eux a notamment dû démissionner suite à cet examen.

Voici ce qu'on peut dire sur trois des portefeuilles qui auront une influence directe sur l'après Copenhague :

• **L'environnement** : Janez Potocnik souhaite en faire un pôle majeur en l'incluant notamment dans l'économie. Il est persuadé que les activités humaines ont un impact sur le changement climatique ;

• **L'énergie** : Günther Oettinger a déclaré devoir accepter la vision positive de certains états sur le nucléaire en dépit de son avis personnel. Il veut s'engager pour respecter les objectifs du paquet climat énergie autrement dit «les trois 20'' ;

• **L'action en faveur du climat** : Connie Hedegaard s'est dite contre les aides pour les recherches concernant les énergies traditionnelles, ce qui l'oppose au commissaire de l'énergie.

Ces trois commissaires viennent de pays influents au sein de l'Union Européenne, ce qui laisse présager d'un fort accent mis sur leur politique.

Pour plus d'informations : <http://www.touteurope.fr/fr/organisation/institutions/commission-europeenne-et-commissaires/presentation/les-27-commissaires-europeens-2010-2014/palmares-des-auditions-parlementaires.html>

Les prochains rendez-vous pour le climat

• **La réunion des représentants des quatre Grands Bassins Forestiers du monde** (Amazonie, Congo, Indonésie et Sibérie) à Paris, fin janvier ; les chefs d'Etats devraient eux se rencontrer plus tard dans l'année ;

• **Le Sommet de l'Union Africaine** d'Addis Abeba en Ethiopie, du 31 janvier au 2 février où devrait être évoqué le climat ;

• **Le Sommet Afrique France** pour la protection de l'environnement au mois de mai ;

• Et enfin, la rencontre des 28 pays en faveur de l'objectif de 50% de réduction des gaz à effet de serre d'ici 2050, en mars-avril. Ces 28 pays seront à suivre de près et s'identifie déjà sous le nom de groupe «Copenhague+».

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

La sécurité énergétique en question

Du flou dans le secteur énergétique

Dans le secteur de l'énergie le doute s'installe selon le cabinet d'audit et de conseil Deloitte. Alors que les interrogations sur la disponibilité des ressources en pétrole s'accroissent parallèlement à l'accroissement de la demande énergétique mondiale, les instances publiques de décision, à l'image du récent sommet de Copenhague, se montrent incapables d'établir un cadre global contraignant de réduction des émissions de CO₂. Dans ce contexte de visibilité réduite, les investisseurs ont du mal à faire leur choix, d'autant plus que les inconnues concernent aussi bien les énergies traditionnelles que les renouvelables. Pour la première catégorie leur développement conduirait inévitablement à l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre à moins que d'importants financements soient parallèlement consacrés aux technologies de capture et de stockage du CO₂. Mais dans ce cas, les prix de l'électricité risquent de s'envoler. Moins incertaine est la production d'électricité d'origine nucléaire qui pourrait rester plus ou moins stable, même s'il faut prévoir des retards dans quelques projets notamment en raison de « la détérioration du crédit des maîtres d'ouvrage, de l'indisponibilité des financements ou de la pénurie d'ingénieur nucléaire ». D'une façon générale, les compagnies électriques et gazières hésitent sur l'opportunité de poursuivre leurs investissements, tandis que les producteurs de pétrole cherchent des financements pour de nouvelles infrastructures. S'agissant des énergies renouvelables l'incertitude concerne principalement les choix stratégiques retenus. Le paquet climat européen privilégie par exemple l'éolien qui est pourtant une source d'énergie dont les limites apparaissent de plus en plus.

Pour plus d'informations : http://www.actu-environnement.com/ae/news/energie_investissements_9409.php4

Le réseau énergétique en Mer du Nord au stade de projet

Les Etats européens riverains de la Mer du Nord se sont associés pour créer le premier réseau européen électrique « vert ». Ce dernier sera connecté aussi bien aux fermes éoliennes d'Ecosse, qu'aux panneaux solaires allemands et aux barrages hydroélectriques norvégiens. L'énergie renouvelable produite par ces pays sera ainsi accessible à bien d'autres. Très prochainement mis en œuvre, ce projet nécessite quelques milliers de kilomètres de câbles sous-marins performants, dont le coût devrait avoisiner les 30 milliards d'euros. Egalement muni d'une batterie gigantesque de 30 Gigawatt, ce réseau transeuropéen permettra le stockage de l'électricité en cas de faible demande. Ce projet implique la participation de 9 gouvernements: allemand, français, belge, hollandais, luxembourgeois, danois, suédois, irlandais et britannique. Il pourrait fortement contribuer à atteindre l'objectif de l'Union Européenne, à savoir 20% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale.

Pour plus d'informations : <http://www.alternative-energy-news.info/renewable-energy-supergrid-europe/>

Partenariat énergétique Iraq-UE

Le 18 janvier dernier, l'Iraq et l'Union Européenne ont signé un protocole d'accord relatif à un "Partenariat énergétique stratégique ». Cette coopération énergétique nouvelle comporte plusieurs volets :

- "Élaboration d'une politique énergétique au bénéfice de la population iraquienne ;
- Sécurité des approvisionnements énergétiques entre l'Iraq et l'UE ;
- Énergies renouvelables ;
- Mesures relatives à l'efficacité énergétique. »

La mise en place d'un tel partenariat entre totalement dans la logique du renforcement de la sécurité d'approvisionnement en énergie pour l'Union Européenne. En effet, face à l'augmentation du prix des énergies fossiles mais aussi des besoins énergétiques, l'UE a choisi de développer la coopération entre les États producteurs et les États consommateurs. Aussi, l'Iraq, troisième pays au monde pour les réserves de pétrole prouvées et fournisseur de gaz pour le Corridor Sud, devient un pays stratégique, et ce d'autant plus qu'il permet d'assurer un "pont énergétique" entre le Moyen-Orient, le Bassin Méditerranéen et l'UE.

Entre politique énergétique, politique économique et politique sociale, la frontière devient mince. L'UE sait qu'aujourd'hui sa sécurité et son indépendance énergétiques doivent passer par des partenariats et des échanges avec des pays diplomatiquement sensibles. Mais peut être est-ce ainsi que des évolutions favorables à l'efficacité énergétique et donc au changement climatique pourront enfin se produire?

Pour plus d'informations :

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/29&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Et pendant ce temps, le réchauffement climatique... mythe ou réalité ?

Une nouvelle étude sur le climat rappelant la nécessité d'agir dès maintenant

Alors que les gouvernements du monde entier continuent à chercher des solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, une équipe de recherche de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA) en Autriche, et du Centre de recherche énergétique des Pays-Bas, a publié dans les *Proceedings of the National Academy of Sciences* les résultats de leur nouvelle étude.

A partir d'une simulation informatique appelée modèle d'évaluation intégrée, et représentant les interactions entre le secteur énergétique et le système climatique, les chercheurs en sont arrivés à la conclusion qu'il fallait absolument se concentrer sur ce qui est réalisable dans les quarante années à venir, pour éviter des niveaux trop dangereux de réchauffement. Le problème selon Keywan Riahi, chercheur à l'IIASA, est que « même si nous faisons le maximum pour réduire les émissions d'ici à 2050, nous n'aurions que 50 % de chances d'obtenir une baisse de 2°C comme souhaité, et encore à condition de faire également tout notre possible au cours de la seconde moitié du siècle ».

Les chercheurs soulignent cependant qu'il ne s'agit là que d'une simulation, mais que d'autres expertises dans ce genre pourraient permettre de mieux cibler les objectifs à atteindre pour le milieu du siècle à venir.

Pour plus d'informations : <http://www.sciencedaily.com/releases/2010/01/100111154912.htm>

« There is not planet B »

Tel est le slogan du rapport annuel du *Worldwatch Institute* intitulé « L'état du monde en 2010 », publié en ce début d'année 2010. Ce rapport entend remettre les idées en place au delà des considérations de Copenhague, et s'attaque directement à nos modes de consommation. « Il ne s'agit plus de remplacer nos ampoules à incandescence, c'est toute notre culture que nous devons changer » souligne Erik Assadourian, qui a dirigé l'élaboration de ce rapport. Car selon *The Daily Telegraph* qui a analysé ce rapport, il faudrait installer 200m² de panneaux solaires par seconde et 24 éoliennes par heure pour assouvir nos besoins énergétiques croissants! Le rapport fait un petit clin d'œil au passage aux quelques 3 200 milliards d'euros qui ont été injectés dans l'économie mondiale pour la relancer, au détriment des mesures environnementales...

Pour plus d'informations : <http://www.courrierinternational.com/article/2010/01/28/halte-a-la-consommation>

La légitimité du GIEC remise en question

Déjà le *Climate Gate*, quelques jours avant le sommet de Copenhague, avait soulevé la question. Mais depuis deux semaines pleuvent les critiques à l'égard du GIEC qui aurait publié des études erronées, concernant essentiellement : la date de fonte des glaciers de l'Himalaya, l'impact du changement climatique sur la formation de cyclones et d'ouragans, et le coût économique du changement climatique.

Le GIEC peut-il alors encore faire preuve d'autorité suite à ces erreurs ? De nombreux scientifiques ont demandé la démission de son Président, Rajendra Pachauri, entre autre accusé par la presse anglaise de s'enrichir personnellement en donnant des conseils à des banques sur des quotas de CO₂. Mais celui-ci a clairement refusé, s'estimant tout à fait légitime à conduire le prochain rapport du groupe.

Pour plus d'informations : <http://www.rue89.com/planete89/2010/01/29/rechauffement-climatique-la-chasse-au-giec-est-ouverte-136098>

L'Édition

Ce flash vous a été présenté par les étudiants du master 2 « Gestion et droit des Energies renouvelables et du Développement Durable », de la Faculté de Droit de Strasbourg, et en partenariat avec l'ENGEES (Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg).

Ont participé à la rédaction de ce flash n°13: Anne Toussiro, Charlotte Vincent-Genod, Héroïse Choquel, Ingrid Boncompain, Lucie Strecher, et Mamadou Girassy,.

Nous contacter et vous abonner: gotocopenhagen.m2gedd@gmail.com

Nous lire: <http://blog.bio-ressources.com/>

Master GEDD, faculté de droit de Strasbourg: www.unistra.fr